

**FORMULAIRE
FORMULE 72V**

RÉPLIQUE

(Cour; N° du dossier; Intitulé de l'instance)

**RÉPLIQUE
(FORMULE 72V)**

1. _____, l'intimé (ou selon le cas), conteste la requête de _____, le requérant (ou selon le cas) pour les motifs suivants :
(Énoncer brièvement les motifs invoqués.)

2. L'intimé (ou selon le cas) demande les mesures de redressement suivantes : (Énumérer les demandes et identifier les personnes contre lesquelles elles sont formulées.)

3. (Lorsque les lignes directrices applicables requièrent des renseignements sur le revenu de l'intimé (ou selon le cas)). Les renseignements sur le revenu de l'intimé (ou selon le cas) ainsi qu'un état financier sont joints aux présentes.

4. Si l'intimé (ou selon le cas) demande une ordonnance parentale ou une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant ou d'un époux, il doit mentionner à la cour les éléments suivants :

- toute affaire ou ordonnance pénale ou de protection de l'enfance concernant l'une ou l'autre des parties;
- toute ordonnance ou demande d'interdiction ou de protection contre l'une ou l'autre des parties.

Le juge utilisera ces renseignements pour s'assurer que toute ordonnance rendue en vertu de cette instance n'est pas en conflit avec d'autres ordonnances ou instances.

Toutes les instances judiciaires impliquant une ou les deux parties à cette instance ou tout enfant sont les suivantes : (Donnez le nom de la cour, le numéro du dossier, le genre d'ordonnance demandée et l'ordonnance rendue par la cour, s'il y a lieu. Si l'instance n'a pas été menée à conclusion, dites à quelle étape elle se trouve.)

5. L'adresse de l'intimé (ou selon le cas) aux fins de signification est :

(Si vous êtes représenté par un avocat, indiquer ses nom et adresse.)

Le numéro de téléphone de l'intimé (ou selon le cas) est :

(Si vous êtes représenté par un avocat, indiquer son numéro de téléphone.)

6. L'intimé (ou selon le cas) a l'intention d'utiliser la langue.

DÉCLARATION DE L'INTIMÉ (OU SELON LE CAS)

7. J'ai lu la réponse et j'en comprends le sens. Les faits qui y sont énoncés et dont j'ai une connaissance personnelle sont vrais et je crois être vrais ceux dont je n'ai pas de connaissance personnelle.

J'atteste que je suis conscient des obligations qui me sont imposées en application des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à le 20

.....
signature de l'intimé (ou selon le cas)

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

8. (Si l'intimé a retenu les services d'un avocat) JE SOUSSIGNÉ avocat de l'intimé (ou selon le cas), atteste m'être conformé aux exigences prévues à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

(Si les circonstances en l'espèce sont telles qu'il serait inapproprié de discuter des questions visées au paragraphe 7.7(1), indiquez ces circonstances.)

FAIT à le 20

.....
signature de l'avocat